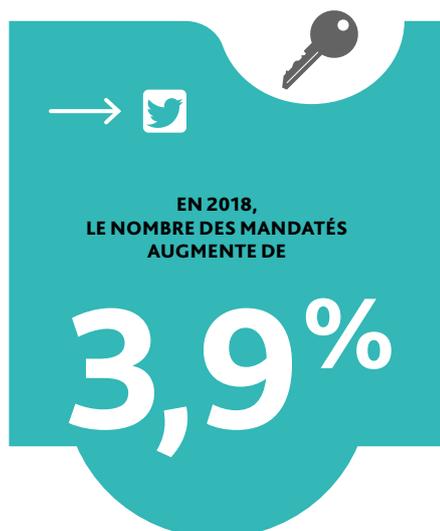




## STATISTIQUES ET INDICATEURS

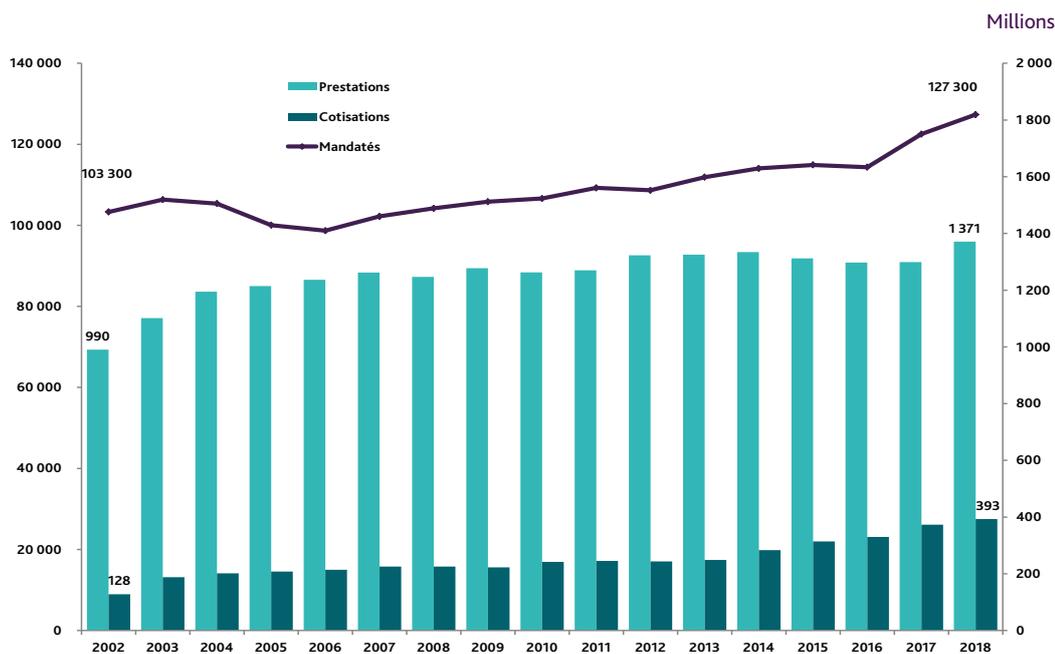
# LES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 EN 2018



Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une journée (« mandatés ») au titre des annexes 8 et 10 augmente de +3,9% en 2018 pour atteindre 127 300. La hausse du nombre de mandatés est accompagnée d'une hausse de 5,5% de la masse des prestations versées.

Le nombre d'allocataires indemnisés en fin d'année, 100 300 au total, progresse de +4,3%. Il s'agit d'une population d'âge moyen (41 ans), à forte prédominance masculine (65%). Un peu plus de la moitié des allocataires (51%) sont indemnisés au titre de l'annexe 10. Le montant journalier moyen d'indemnisation s'établit à 56,5 euros (59,7 euros pour l'annexe 8 et 53,4 euros pour l'annexe 10).

Graphique 1  
ÉVOLUTION DES PRESTATIONS, COTISATIONS ET NOMBRE DE MANDATÉS ENTRE 2002 ET 2018



## Augmentation du nombre de mandatés

Le nombre d'allocataires indemnisés (allocataires « mandatés ») au titre des annexes 8 (techniciens du spectacle) et 10 (artistes) de l'Assurance chômage augmente de 3,9% (+4 800) en 2018. Cette augmentation concerne particulièrement les mandatés au titre de l'annexe 10 dont le nombre augmente de 7,0% (+4 100) en un an.

Ces allocataires sont en moyenne indemnisés 195 jours en 2018. Par rapport à 2017, cette durée d'indemnisation augmente de deux jours après trois années consécutives de diminution. Les allocataires indemnisés au titre de l'annexe 8 restent moins longtemps indemnisés que ceux indemnisés au titre de l'annexe 10 (165 jours pour les premiers contre 226 jours pour les seconds).

Le taux journalier d'indemnisation moyen, qui dépend notamment des niveaux de salaire et du nombre d'heures de l'année précédant l'ouverture du droit, est de 55,2 € en 2018 et est en légère augmentation (+0,4%), après plusieurs années de baisse. Cette augmentation est portée par la hausse du taux journalier d'indemnisation des mandatés au titre de l'annexe 10 : leur taux journalier passe de 51,7 € en 2017 à 52,6 € en 2018.

Les augmentations du nombre de personnes indemnisées, de la durée moyenne d'indemnisation et du taux journalier moyen ont pour conséquence une augmentation des prestations versées en 2018 de +5,5%. Le montant total représente 1 371 millions d'euros en 2018, et atteignait 1 299 millions d'euros en 2017.

Tableau 1

### ALLOCATAIRES INDEMNISÉS DANS LE CADRE DES ANNEXES 8 ET 10 DU RÉGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Année	Régime	Allocataires mandatés au cours de l'année (1)	Taux journalier	Durée moyenne	Prestations versées (2)	Cotisations encaissées (3)	Dont contributions encaissées au titre de l'Assurance chômage (4)	Rapport prestations (2)/ contributions (4)
2006	Annexe 8	50 618			693			
	Annexe 10	48 060			544			
	<b>Total</b>	<b>98 678</b>	<b>59,3</b>	<b>211</b>	<b>1 237</b>	<b>214</b>	<b>212</b>	<b>584%</b>
2015	Annexe 8	62 340			683			
	Annexe 10	52 021			629			
	<b>Total</b>	<b>114 361</b>	<b>56,8</b>	<b>202</b>	<b>1 312</b>	<b>314</b>	<b>308</b>	<b>427%</b>
2016	Annexe 8	63 241	60,7	174	666			
	Annexe 10	53 907	52,6	223	631			
	<b>Total</b>	<b>117 148</b>	<b>56,5</b>	<b>196</b>	<b>1 297</b>	<b>330</b>	<b>325</b>	<b>400%</b>
2017	Annexe 8	64 033	59,0	163	617			
	Annexe 10	58 490	51,7	226	682			
	<b>Total</b>	<b>122 523</b>	<b>54,9</b>	<b>193</b>	<b>1 299</b>	<b>373</b>	<b>369</b>	<b>352%</b>
2018	Annexe 8	64 744	58,6	165	628			
	Annexe 10	62 577	52,6	226	744			
	<b>Total</b>	<b>127 321</b>	<b>55,2</b>	<b>195</b>	<b>1 371</b>	<b>393</b>	<b>390</b>	<b>352%</b>
	<b>Évolution 2017-2018</b>	<b>3,9%</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,1%</b>	<b>5,5%</b>	<b>5,4%</b>	<b>-5,6%</b>	

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires – Données comptables du centre de recouvrement d'Anancy

Champ : France entière

(1) Allocataires qui ont été indemnisés au moins une journée au cours de l'année

(2) Prestations versées au titre de l'assurance chômage en millions d'euros (hors AGS)

(3) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et de l'AGS en millions d'euros et prise en charge de l'ACOSS en 2018

(4) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et prise en charge de l'ACOSS en 2018

Les contributions totales encaissées au titre de l'Assurance chômage augmentent de 5,4% en un an. La suppression du taux de cotisation salariale en deux temps (janvier et octobre 2018<sup>1</sup>) ayant été compensée à l'euro près à l'Assurance chômage par l'ACOSS, celle-ci n'a pas d'effet sur les cotisations encaissées.

1. De 13,85% en octobre 2017, le taux de contribution global diminue successivement à 12,40% le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et à 11,45% au 1<sup>er</sup> octobre 2018.

## Le nombre de bénéficiaires est en hausse de +4,3%

Au 31 décembre 2018, le nombre d'allocataires indemnisés atteint 100 300 soit une hausse de +4,3% par rapport à l'année précédente [cf. tableau 2]. L'annexe 10 représente 51% des indemnisés en 2018.

Tableau 2

### ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS ET DU MONTANT JOURNALIER MOYEN AU 31 DÉCEMBRE ENTRE 2016 ET 2018

	Annexe 8	Annexe 10	Ensemble	Part de l'annexe 10	Montant journalier moyen
2016	48 739	44 653	93 392	48%	56,9 €
2017	47 436	48 700	96 136	51%	56,1 €
2018	48 840	51 445	100 285	51,30%	56,5 €
Évolution 2017/2018	3,00%	5,60%	4,30%	+ 0,6 point	0,7%
	1 404	2 745	4 149		0,4 €

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Le montant journalier moyen des allocataires augmente légèrement, passant de 56,1 € pour les allocataires indemnisés fin 2017 à 56,5 € pour ceux indemnisés fin 2018 (+0,7%). Pour les techniciens, cette allocation journalière s'élève à 59,7 € contre 53,4 € pour les artistes. Les intermittents étant indemnisés environ 16 jours dans le mois en moyenne, l'allocation mensuelle moyenne s'élève ainsi à 921 € bruts par mois.

## Les caractéristiques des indemnisés au titre des annexes 8 et 10 restent différentes de celles des allocataires de l'Assurance chômage

La population relevant de ces annexes est majoritairement masculine : les hommes représentent 65% des indemnisés au 31 décembre 2018 (68 % pour l'annexe 8 et 62% pour l'annexe 10 [cf. Tableau 3]). A titre de comparaison, ils représentent 49% de l'ensemble des allocataires de l'Assurance chômage.

Cette population comporte peu de jeunes : les moins de 25 ans représentent 4% des indemnisés contre 12% pour le régime général. Les plus de 50 ans sont également moins représentés dans les annexes 8 et 10 : la part des plus de 50 ans y est de 22% (contre 28% dans le régime général).

La population relevant de ces annexes réside principalement dans la région Île de France (43%). Cette part est toutefois en baisse par rapport à l'année précédente (45% en 2017). Cette concentration est plus forte pour les allocataires de l'annexe 8 qui sont 51% à habiter en Île de France (contre 36% des allocataires de l'annexe 10).

Tableau 3

## RÉPARTITION PAR ÂGE ET CARACTÉRISTIQUES DES INDEMNISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018

	Ensemble	Annexe 8	Annexe 10
Moins de 25 ans	3,7%	4,7%	2,8%
25-34 ans	29,1%	33,0%	25,3%
35-49 ans	45,5%	44,1%	46,8%
50 ans et plus	21,7%	18,2%	25,0%
Âge moyen	40,5	39,2	41,7
Part des hommes	64,9%	67,8%	62,2%
Part de l'Île-de-France	43,0%	50,8%	35,6%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

## Les métiers recherchés par les artistes sont moins divers que ceux recherchés par les techniciens

Il est difficile de spécifier un métier particulier pour chacun des allocataires, puisque par définition celui-ci a pu s'ouvrir un droit en exerçant des emplois différents. Il est toutefois intéressant d'examiner le métier recherché, tout en sachant que celui-ci n'est pas systématiquement le métier exercé.

Près de la moitié des techniciens indemnisés recherchent l'un des cinq métiers suivants [cf. Tableau 4] : la prise de son et sonorisation (13%), la production et l'administration (11%), l'éclairage spectacle (9%), l'image cinématographique et télévisuelle (8%) et le montage audiovisuel et post-production (8%).

Tableau 4

## RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 8 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Allocation journalière moyenne (€)	Âge moyen	%	% cumulé
Prise de son et sonorisation (L1508)	6 285	59,9	39	13%	13%
Production et administration spectacle, cinéma et audiovisuel (L1302)	5 185	58,3	38	11%	23%
Éclairage spectacle (L1504)	4 567	60,1	40	9%	33%
Image cinématographique et télévisuelle (L1505)	3 690	62,8	39	8%	40%
Montage audiovisuel et post-production (L1507)	3 661	62,8	38	7%	48%
Régie générale (L1509)	2 893	59,9	42	6%	54%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	2 818	60,2	40	6%	60%
Décor et accessoires spectacle (L1503)	2 743	59,0	42	6%	65%
Réalisation de contenus multimédias (E1205)	2 504	63,8	34	5%	70%
Machinerie spectacle (L1506)	2 314	58,4	41	5%	75%
Costume et habillage spectacle (L1502)	1 472	57,1	41	3%	78%
Musique et chant (L1202)	1 158	54,0	43	2%	80%
Films d'animation et effets spéciaux (L1510)	1 134	63,8	32	2%	83%
Art dramatique (L1203)	876	53,7	43	2%	85%
Coiffure et maquillage spectacle (L1501)	812	62,2	43	2%	86%
Journalisme et information média (E1106)	581	62,5	35	1%	87%
Promotion d'artistes et de spectacles (L1303)	340	55,6	37	1%	88%
Autres métiers	5 807	56,7	39	12%	100%
<b>Ensemble</b>	<b>48 840</b>	<b>59,7</b>	<b>39</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2018

Pour les artistes indemnisés, la recherche d'emploi se concentre sur deux métiers [cf. Tableau 5] : les métiers de la musique et du chant (40%) et de l'art dramatique (28%).

Tableau 5

### RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 10 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Taux journalier moyen (€)	Age moyen	%	% cumulé
Musique et chant (L1202)	20 562	52,5	43	40%	40%
Art dramatique (L1203)	14 261	54,1	42	28%	68%
Danse (L1201)	4 311	53,8	37	8%	76%
Arts du cirque et arts visuels (L1204)	3 032	53,6	39	6%	82%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	1 921	58,9	46	4%	86%
Enseignement artistique (K2105)	863	50,1	38	2%	87%
Mise en scène de spectacles vivants (L1301)	684	54,8	45	1%	89%
Prise de son et sonorisation (L1508)	527	51,9	41	1%	90%
Autres métiers	5 284	53,4	40	10%	100%
<b>Ensemble</b>	<b>51 445</b>	<b>53,4</b>	<b>42</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2018

## Le nombre d'ouvertures de droit augmente

Les intermittents du spectacle alternent des périodes d'emploi et de chômage. Les règles spécifiques d'indemnisation annexées au règlement général de l'Assurance chômage, les annexes 8 et 10, tiennent compte de cette particularité des conditions d'emploi. Un droit à l'indemnisation est ouvert aux artistes et techniciens du spectacle inscrits comme demandeurs d'emploi et qui justifient d'une durée de travail supérieure à 507 heures sur une période de référence de 12 mois<sup>2</sup>.

En 2018, 114 600 ouvertures de droits ont été dénombrées, soit 9 100 de plus qu'en 2017 (+8,6%, [cf. Tableau 6]). Cette hausse du nombre d'ouverture de droits est observée pour l'annexe 8 (+5 900 ; +11,4%) et pour l'annexe 10 (+3 200 ; +6,0%).

Deux facteurs ont contribué à cette augmentation du nombre d'ouvertures de droit : d'une part, la nouvelle réglementation, mise en œuvre en août 2016, a accéléré le renouvellement des droits : alors qu'auparavant la fin de droit intervenait après que 243 jours avaient été consommés, soit en moyenne 394 jours calendaires après l'ouverture du droit (en 2016), la fin de droit intervient désormais à la date anniversaire de l'ouverture du droit. D'autre part, l'augmentation du nombre de salariés intermittents du spectacle et du nombre d'heures travaillées en 2017 et 2018 a également permis à plus d'intermittents d'ouvrir des droits.

Tableau 6

### OUVERTURES DE DROITS DANS LES ANNEXES 8 ET 10 ENTRE 2014 ET 2017

	Annexes 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne
2014	48 322	725	49 160	638	97 482	681
2015	48 073	736	49 143	647	97 216	691
2016	46 688	754	49 143	659	97 726	704
2017	51 299	840	54 201	717	105 500	776
2018	57 166	861	57 436	718	114 602	789
Évolution 2017-2018	11,4%	2,5%	6,0%	0,2%	8,6%	1,7%
	5 867	21	3 235	2	9 102	13

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

2. Avant le 1<sup>er</sup> août 2016, cette période de référence s'étendait sur dix mois pour les techniciens (annexe 8) et sur dix mois et demi pour les artistes (annexe 10).

## Les durées moyennes d'affiliation augmentent

La durée moyenne d'affiliation globale à l'ouverture du droit pour les deux annexes s'élève à 789 heures [cf. Tableau 6], soit 13 heures de plus qu'en 2017 (+1,7% en un an). De manière plus spécifique, la durée moyenne d'affiliation augmente de 21 heures pour les techniciens et de 2 heures pour les artistes. L'affiliation moyenne pour les techniciens s'élève ainsi à 861 heures et à 718 heures pour les artistes.

## Une ouverture de droits sur 10 correspond à une primo-ouverture

Au cours de l'année 2018, 12 200 allocataires sont entrés pour la première fois en indemnisation à l'Assurance chômage au titre des annexes 8 et 10, ce qui représente 10,6% des entrées. La part des nouveaux entrés est plus importante pour les techniciens (11,4%) que pour les artistes (9,9%).

L'âge moyen à l'entrée est de 32 ans (31 ans pour les techniciens et 33 ans pour les artistes). La part des hommes s'élève à 59,8%.

La durée moyenne d'affiliation des primo-entrants est de 681 jours en 2018 et est en hausse par rapport à 2017 (+1,5% ; +10 heures), soit le même ordre de grandeur que l'augmentation de la durée d'affiliation de tous les entrants (+13 heures). Les primo-entrants ont une durée d'affiliation moyenne de 718 heures pour l'annexe 8 et de 638 heures pour l'annexe 10 [cf. Tableau 7]. Cette durée moyenne est inférieure d'environ 110 heures à celle de l'ensemble des allocataires ayant eu une ouverture de droits au cours de l'année (789 heures).

Tableau 7

### NOMBRE DE 1<sup>ÈRES</sup> OUVERTURES DE DROITS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 PAR AN

	Annexes 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)
2003	4 261	787	7 998	684	12 259	720
2004	4 100	693	4 104	632	8 204	720
2005	4 811	668	3 468	613	8 279	645
2006	5 470	689	3 788	617	9 258	659
2007	5 714	672	3 653	603	9 367	645
2008	6 013	660	4 223	603	10 236	636
2009	5 111	664	3 898	617	9 009	644
2010	4 852	658	3 829	602	8 681	634
2011	5 536	652	4 078	601	9 614	631
2012	5 857	655	4 036	597	9 893	631
2013	5 508	658	3 972	602	9 480	634
2014	5 043	660	3 546	604	8 589	637
2015	4 660	684	3 202	612	7 862	655
2016	5 308	680	4 110	616	9 418	652
2017	5 913	703	4 906	632	10 819	671
2018	6 529	718	5 665	638	12 194	681

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

## Près de 9 allocataires en fin de droits sur 10 s'ouvrent un autre droit à indemnisation

On dénombre 111 900 sorties de droit au cours de l'année 2018 contre 103 000 en 2017, soit une hausse de +9,2% [cf. [Tableau 8](#)]. En 2017, 59% ont été indemnisés au titre de la réglementation 2014. En 2018, la grande majorité de ces sorties (95%) ont, au contraire, été indemnisés au titre de la réglementation 2016 [cf. [Annexe 1](#)].

Tableau 8

### DURÉE MOYENNE D'INDEMNISATION ET COÛT MOYEN DES SORTIES DE DROIT AU COURS DE L'ANNÉE

	Annexes 8			Annexe 10			Total		
	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €
2016	46 727	233	14 181	49 302	242	12 777	96 029	238	13 460
2017	52 834	219	13 222	49 661	248	12 958	102 495	233	13 094
2018	57 328	190	11 212	54 595	251	13 080	111 923	220	12 123

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Les fins de droit représentent la très grande majorité de ces sorties<sup>4</sup>. Parmi les 108 000 allocataires en fin de droits en 2018, 96% se sont ouverts un nouveau droit à indemnisation soit au titre des annexes 8 et 10, ou d'un autre régime de l'Assurance chômage, soit au titre du Fonds de Professionnalisation et de Solidarité, et 4% sont sortis de manière durable, c'est-à-dire sans nouvelle période de chômage indemnisée. Ce dernier cas de figure peut recouvrir des situations très variées : accident de carrière (rejet pour travail insuffisant lors du réexamen, changement de profession) ou reprise d'un travail sans interruption.

### La durée moyenne d'indemnisation est en baisse pour l'annexe 8

La durée moyenne d'indemnisation au cours du droit est en baisse de 13 jours en 2018. Elle atteint 220 jours pour les deux annexes confondues [cf. [Tableau 8](#)]. Elle augmente pour l'annexe 10 (248 jours en 2017 et 251 jours en 2018) et diminue pour l'annexe 8 (219 jours en 2017 et 190 jours en 2018). Les évolutions de la durée moyenne d'indemnisation sont en partie portées par la durée moyenne d'indemnisation des sortis soumis à la nouvelle réglementation introduite en 2016. Pour ces derniers, la date de sortie du droit est désormais fixe (date anniversaire)<sup>5</sup>.

D'autres évolutions réglementaires ont pu avoir un impact à la baisse sur le nombre de jours indemnisés : modification de la formule de la franchise salaire, instauration de la franchise congés payés, diminution du plafond mensuel de cumul de l'ARE avec les rémunérations<sup>6</sup>.

### Un montant moyen d'indemnisation par droit en légère baisse

Le montant moyen d'indemnisation par droit, mesuré à la sortie du droit, s'établit à 12 100 euros [cf. [Tableau 8](#)]. Il baisse de 7,4% sur un an et est lié à la baisse moyenne du nombre moyen de jours indemnisés. Ce montant augmente de +0,9% pour l'annexe 10 et baisse de 15,2% pour l'annexe 8.

Sophie HAMMAN,  
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

4. Outre les fins de droit, les sorties de droit englobent également les radiations, départs à la retraite, décès,...

5. Précédemment, la date de fin de droit correspondait à l'épuisement de 243 jours d'indemnisation, soit 394 jours calendaires en moyenne en 2016. Pour les fins de contrats postérieures au 1<sup>er</sup> août 2016, la date de fin de droit correspond, en dehors des cas de demandes expresses, à la date anniversaire (365 jours après la date de début du droit).

6. Pour tous les contrats dont la fin est postérieure au 1<sup>er</sup> août 2016, le montant total des rémunérations mensuelles cumulées au montant de l'ARE ne doit pas dépasser 118% du plafond mensuel de la sécurité sociale (contre 140% pour les contrats dont la fin est antérieure au 1<sup>er</sup> août 2016).

## Annexe 1 : Les principales règles d'indemnisation des annexes 8 et 10

Le Règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 pose les conditions générales d'accès au régime d'assurance chômage. Les conditions propres aux professionnels du spectacle sont précisées dans les annexes 8 et 10 à ce Règlement. **Suite à l'accord du 28 avril 2016 et à la publication du décret du 13 juillet 2016, des nouvelles règles sont mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> août 2016. Les nouvelles règles sont applicables aux droits déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.**

**L'annexe 8** concerne les techniciens et ouvriers des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de la radio, de la diffusion et du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée. Le champ d'application de l'annexe 8 est limité à certaines fonctions de salariés qui doivent être mentionnée dans la liste des emplois de l'annexe 8.

**L'annexe 10** s'applique à l'ensemble des artistes du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée (tels que définis par l'article 7121-2 du code du travail).

### L'OUVERTURE DE DROITS

Pour bénéficier d'une ouverture de droit au titre des annexes 8 et 10, il faut justifier exclusivement dans ce régime de 507 heures de travail ou d'heures assimilées au cours des 12 mois qui précèdent la fin de contrat de travail prise en compte pour l'ouverture du droit.

### LE CALCUL DE L'ALLOCATION JOURNALIÈRE

Le montant de l'allocation journalière n'est pas déterminé à partir d'une base journalière mais en fonction des salaires et heures de la période de référence, ainsi que de l'allocation journalière minimale.

### LA DURÉE DU DROIT

Le droit est attribué jusqu'à une date anniversaire qui marque la fin de l'indemnisation. La date anniversaire est fixée au terme d'un délai de 365 jours calendaire à compter de la fin de contrat de travail prise en considération pour l'ouverture des droits.

### LE SEUIL DE NON INDEMNISATION

Aucune indemnisation n'est due lorsqu'un seuil de jours mensuel de travail est atteint (26 jours<sup>7</sup> pour l'annexe 8 et 27 jours pour l'annexe 10).

### LE CUMUL DE L'ALLOCATION AVEC UNE RÉMUNÉRATION

Suite à la publication du décret n°2016-961 du 13 juillet 2016, le plafonnement au cumul de l'ARE spectacle avec une activité reprise est fixé à 118 % du plafond de la sécurité sociale soit 3 906,98 euros bruts au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le calcul du nombre de jours non indemnisables (J) se fait toujours uniquement en fonction du nombre d'heures effectuées<sup>8</sup> et de l'annexe qui a permis l'ouverture des droits :

- Annexe 8 :  $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 8) \times 1,4$
- Annexe 10 :  $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 10) \times 1,3$

Exemple :

Un technicien perçoit 70 € d'allocation journalière et déclare 120 heures de travail pour 2 500 euros bruts en septembre (30 jours dans le mois).

$J = (120 \text{ h} \times 1,4) / 8 = 21$ . Nombres de jours indemnisables =  $30 - 21 = 9$

Le montant de l'ARE versé sera de 630 euros ( $9 \times 70 \text{ €/jour}$ ).

Le plafond est vérifié et n'est pas dépassé :  $630 \text{ €} + 2 500 \text{ €} = 3 130 \text{ €} < 3 857,42 \text{ €}$

7. Heures de travail divisées par 8 pour l'annexe 8 ; heures de travail divisées par 10 pour l'annexe 10.

8. Pour toute fin de contrat de travail égale ou postérieure au 1<sup>er</sup> août 2016, le cachet est valorisé à 12 heures (contre 8 heures pour le cachet groupé et 12 heures pour le cachet isolé précédemment).

### LE DÉLAI D'ATTENTE

Un délai d'attente de sept jours s'applique à chaque ouverture de droits ou réadmission. Il ne peut pas excéder 7 jours sur une même période de 12 mois. Il ne peut commencer à courir que sur un jour indemnisable.

### LA FRANCHISE CONGÉS PAYÉS

Cette franchise correspond aux jours de congés payés acquis auprès de la caisse des congés spectacle pendant la période de référence affiliation de l'ouverture de droit, à raison de 2,5 jours de congés par période de 24 jours travaillés. Elle est plafonnée à 30 jours calendaires et se consomme mensuellement à raison de :

1. 2 jours par mois si la franchise totale est inférieure ou égale à 24 jours
2. 3 jours par mois si la franchise totale est strictement supérieure à 24 jours

Pour en savoir plus <http://www.pole-emploi.fr/informations/les-allocations-versees-aux-intermittents-du-spectacle-@/article.jspz?id=60567>

## Annexe 2 : Population indemnisée au titre des annexes 8 ou 10 au 31 décembre 2018, âge moyen, taux journalier moyen

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
08. Ardennes	42	44	54,01	62	44	53,38	104	44	53,63	0,1%
10. Aube	42	42	59,63	86	44	54,34	128	43	56,08	0,1%
51. Marne	204	39	59,43	240	41	53,19	444	40	56,05	0,4%
52. Haute-Marne	19	44	53,11	34	46	52,14	53	45	52,49	0,1%
54. Meurthe-et-Moselle	214	38	58,23	315	43	53,51	529	41	55,42	0,5%
55. Meuse	22	39	58,90	38	41	53,92	60	41	55,74	0,1%
57. Moselle	203	38	57,63	235	42	52,34	438	40	54,80	0,4%
67. Bas-Rhin	693	38	59,23	552	41	54,96	1 245	40	57,34	1,2%
68. Haut-Rhin	108	39	58,55	199	40	53,53	307	40	55,30	0,3%
88. Vosges	32	39	58,01	71	42	53,47	103	41	54,88	0,1%
<b>Grand Est</b>	<b>1 579</b>	<b>39</b>	<b>58,64</b>	<b>1 832</b>	<b>42</b>	<b>53,78</b>	<b>3 411</b>	<b>40</b>	<b>56,03</b>	<b>3,4%</b>
16. Charente	630	35	61,96	161	44	50,10	791	37	59,54	0,8%
17. Charente-Maritime	269	42	58,44	331	43	52,09	600	43	54,94	0,6%
19. Corrèze	53	40	56,59	136	40	49,76	189	40	51,68	0,2%
23. Creuse	37	43	54,59	52	43	50,60	89	43	52,26	0,1%
24. Dordogne	108	41	53,32	228	44	49,08	336	43	50,45	0,3%
33. Gironde	1 037	40	57,28	1 301	41	51,71	2 338	41	54,18	2,3%
40. Landes	130	41	58,09	190	43	51,31	320	42	54,06	0,3%
47. Lot-et-Garonne	61	41	57,60	158	43	49,83	219	42	52,00	0,2%
64. Pyrénées-Atlantiques	251	41	57,30	411	43	50,84	662	42	53,29	0,7%
79. Deux-Sèvres	97	42	56,24	173	42	53,57	270	42	54,53	0,3%
86. Vienne	171	41	57,26	332	42	52,45	503	42	54,09	0,5%
87. Haute-Vienne	123	41	56,76	206	42	52,73	329	41	54,23	0,3%
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>2 967</b>	<b>40</b>	<b>58,18</b>	<b>3 679</b>	<b>42</b>	<b>51,44</b>	<b>6 646</b>	<b>41</b>	<b>54,44</b>	<b>6,6%</b>
01. Ain	147	40	56,28	208	44	53,34	355	42	54,56	0,4%
03. Allier	59	43	55,22	141	46	52,50	200	45	53,30	0,2%
07. Ardèche	158	41	54,32	257	45	49,60	415	44	51,40	0,4%
15. Cantal	21	45	58,84	29	45	53,16	50	45	55,54	0,0%
26. Drôme	542	38	56,97	548	44	50,69	1 090	41	53,81	1,1%
38. Isère	540	40	55,79	746	43	51,89	1 286	42	53,53	1,3%
42. Loire	304	40	54,18	433	42	52,88	737	41	53,42	0,7%
43. Haute-Loire	65	40	55,05	89	43	50,10	154	42	52,19	0,2%
63. Puy-de-Dôme	258	41	57,41	363	43	51,20	621	42	53,78	0,6%
69. Rhône	1 798	38	57,01	2 399	39	52,69	4 197	38	54,54	4,2%
73. Savoie	124	41	57,18	227	42	53,19	351	42	54,60	0,4%
74. Haute-Savoie	237	38	58,39	301	41	54,64	538	40	56,29	0,5%
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>4 253</b>	<b>39</b>	<b>56,58</b>	<b>5 741</b>	<b>41</b>	<b>52,28</b>	<b>9 994</b>	<b>40</b>	<b>54,11</b>	<b>10,0%</b>

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
21. Côte-d'Or	205	39	56,38	252	43	52,41	457	41	54,19	0,5%
25. Doubs	168	40	56,93	181	42	53,21	349	41	55,00	0,3%
39. Jura	51	45	54,92	73	44	53,75	124	45	54,23	0,1%
58. Nièvre	49	43	58,31	84	46	50,36	133	45	53,29	0,1%
70. Haute-Saône	33	39	59,30	42	43	53,84	75	41	56,24	0,1%
71. Saône-et-Loire	139	42	57,46	203	42	52,33	342	42	54,41	0,3%
89. Yonne	94	42	59,53	136	45	53,62	230	44	56,03	0,2%
90. Territoire-de-Belfort	37	41	57,74	18	41	54,02	55	41	56,52	0,1%
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>776</b>	<b>41</b>	<b>57,29</b>	<b>989</b>	<b>43</b>	<b>52,72</b>	<b>1 765</b>	<b>42</b>	<b>54,73</b>	<b>1,8%</b>
22. Côtes-d'Armor	206	40	58,29	308	43	52,71	514	42	54,95	0,5%
29. Finistère	343	40	56,65	399	43	51,32	742	42	53,78	0,7%
35. Ille-et-Vilaine	798	39	56,33	877	40	51,44	1 675	39	53,77	1,7%
56. Morbihan	259	42	59,09	419	43	50,81	678	43	53,97	0,7%
<b>Bretagne</b>	<b>1 606</b>	<b>40</b>	<b>57,09</b>	<b>2 003</b>	<b>42</b>	<b>51,48</b>	<b>3 609</b>	<b>41</b>	<b>53,98</b>	<b>3,6%</b>
18. Cher	54	43	55,86	93	42	53,39	147	42	54,30	0,1%
28. Eure-et-Loir	146	41	61,41	140	45	55,11	286	43	58,33	0,3%
36. Indre	47	38	57,15	89	43	52,99	136	41	54,43	0,1%
37. Indre-et-Loire	325	40	57,98	545	41	53,14	870	41	54,95	0,9%
41. Loir-et-Cher	75	42	58,49	128	44	54,11	203	43	55,72	0,2%
45. Loiret	256	42	59,68	289	42	54,44	545	42	56,90	0,5%
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>903</b>	<b>41</b>	<b>58,89</b>	<b>1 284</b>	<b>42</b>	<b>53,75</b>	<b>2 187</b>	<b>42</b>	<b>55,87</b>	<b>2,2%</b>
2A. Corse-du-Sud	65	40	62,49	55	41	52,11	120	41	57,73	0,1%
2B. Haute-Corse	73	38	57,36	93	43	54,09	166	41	55,53	0,2%
<b>Corse</b>	<b>138</b>	<b>39</b>	<b>59,78</b>	<b>148</b>	<b>42</b>	<b>53,35</b>	<b>286</b>	<b>41</b>	<b>56,45</b>	<b>0,3%</b>
971. Guadeloupe	70	39	58,80	33	45	50,13	103	41	56,02	0,1%
972. Martinique	48	43	59,53	58	49	54,59	106	46	56,82	0,1%
973. Guyane	52	38	62,15	6	36	48,11	58	38	60,69	0,1%
974. La Réunion	232	39	55,56	236	41	50,83	468	40	53,17	0,5%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
75. Paris	11 549	38	61,57	10 071	41	55,91	21 620	39	58,93	22%
77. Seine-et-Marne	955	39	61,67	688	42	55,41	1 643	40	59,05	2%
78. Yvelines	1 108	38	62,11	710	42	56,05	1 818	40	59,75	2%
91. Essonne	904	40	62,15	648	43	54,62	1 552	41	59,00	2%
92. Hauts-de-Seine	3 034	38	63,23	1 647	42	56,35	4 681	39	60,81	5%
93. Seine-Saint-Denis	3 821	39	61,42	3 099	41	55,62	6 920	40	58,82	7%
94. Val-de-Marne	2 336	39	62,16	1 811	42	55,35	4 147	40	59,19	4%
95. Val-d'Oise	858	39	61,67	527	43	55,19	1 385	40	59,20	1%
<b>Ile-de-France</b>	<b>24 565</b>	<b>38</b>	<b>61,86</b>	<b>19 201</b>	<b>41</b>	<b>55,77</b>	<b>43 766</b>	<b>40</b>	<b>59,19</b>	<b>44%</b>
09. Ariège	75	43	51,61	149	43	49,13	224	43	49,96	0%
11. Aude	103	45	54,40	295	44	49,18	398	45	50,53	0%
12. Aveyron	59	40	54,62	159	42	50,37	218	41	51,52	0%
30. Gard	430	43	55,94	727	45	49,90	1 157	44	52,15	1%
31. Haute-Garonne	1 066	39	54,28	1 866	41	50,72	2 932	40	52,01	3%
32. Gers	83	42	53,02	138	43	51,47	221	43	52,05	0%
34. Hérault	1 030	40	56,93	1 681	43	50,14	2 711	42	52,72	3%
46. Lot	75	44	52,08	127	44	49,32	202	44	50,35	0%
48. Lozère	16	38	49,32	29	44	50,96	45	42	50,37	0%
65. Hautes-Pyrénées	52	43	53,01	148	46	50,28	200	45	50,99	0%
66. Pyrénées-Orientales	120	40	54,64	442	44	49,39	562	44	50,51	1%
81. Tarn	188	42	54,01	390	43	50,51	578	43	51,64	1%
82. Tarn-et-Garonne	52	47	57,99	158	46	50,94	210	46	52,68	0%
<b>Occitanie</b>	<b>3 349</b>	<b>41</b>	<b>55,19</b>	<b>6 309</b>	<b>43</b>	<b>50,23</b>	<b>9 658</b>	<b>42</b>	<b>51,95</b>	<b>10%</b>
02. Aisne	99	41	60,69	112	44	54,95	211	42	57,64	0%
59. Nord	1 120	38	59,51	1 038	40	54,81	2 158	39	57,25	2%
60. Oise	269	40	61,55	229	43	54,50	498	41	58,31	0%
62. Pas-de-Calais	180	38	58,90	203	41	53,02	383	39	55,78	0%
80. Somme	120	40	57,62	170	43	54,12	290	42	55,57	0%
<b>Hauts-de-France</b>	<b>1 788</b>	<b>39</b>	<b>59,69</b>	<b>1 752</b>	<b>41</b>	<b>54,51</b>	<b>3 540</b>	<b>40</b>	<b>57,13</b>	<b>4%</b>

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
14. Calvados	312	41	58,53	347	42	52,68	659	42	55,45	1%
27. Eure	195	42	61,79	153	45	54,24	348	43	58,47	0%
50. Manche	75	40	57,48	129	44	51,37	204	43	53,62	0%
61. Orne	62	43	60,44	85	46	53,16	147	45	56,23	0%
76. Seine-Maritime	376	40	57,36	398	42	54,87	774	41	56,08	1%
<b>Normandie</b>	<b>1 020</b>	<b>41</b>	<b>58,76</b>	<b>1 112</b>	<b>43</b>	<b>53,56</b>	<b>2 132</b>	<b>42</b>	<b>56,05</b>	<b>2%</b>
44. Loire-Atlantique	1 060	40	56,58	1 279	41	52,27	2 339	41	54,22	2%
49. Maine-et-Loire	302	40	57,57	557	41	52,66	859	41	54,39	1%
53. Mayenne	55	38	57,20	84	44	53,41	139	42	54,91	0%
72. Sarthe	173	42	56,42	288	43	53,63	461	42	54,68	0%
85. Vendée	168	39	56,45	553	37	55,81	721	38	55,96	1%
<b>Pays-de-la-Loire</b>	<b>1 758</b>	<b>40</b>	<b>56,74</b>	<b>2 761</b>	<b>41</b>	<b>53,24</b>	<b>4 519</b>	<b>41</b>	<b>54,60</b>	<b>5%</b>
04. Alpes-de-Haute-Provence	90	41	54,40	133	45	47,52	223	43	50,30	0%
05. Hautes-Alpes	62	43	55,43	96	44	48,11	158	43	50,98	0%
06. Alpes-Maritimes	862	40	60,76	885	42	52,37	1 747	41	56,51	2%
13. Bouches-du-Rhône	1 898	41	58,02	1 981	42	51,50	3 879	42	54,69	4%
83. Var	451	41	57,46	657	44	50,50	1 108	43	53,34	1%
84. Vaucluse	373	43	57,40	549	44	50,93	922	43	53,55	1%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>3 736</b>	<b>41</b>	<b>58,39</b>	<b>4 301</b>	<b>43</b>	<b>51,26</b>	<b>8 037</b>	<b>42</b>	<b>54,57</b>	<b>8%</b>
<b>Total</b>	<b>48 840</b>	<b>39</b>	<b>59,69</b>	<b>51 445</b>	<b>42</b>	<b>53,41</b>	<b>100 285</b>	<b>40</b>	<b>56,47</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi - Fichier National des Allocataires

Directeur de la publication  
**Jean BASSÈRES**

Directeur de la rédaction  
**Cyril NOUVEAU**

Réalisation  
**Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation**

**Pôle emploi,**  
1 avenue du Docteur Gley  
75987 Paris cedex 20

**[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)**



ISSN 2555-8404